

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CL DUNKERQUE**

Port 7255  
7255 route du Cap Horn  
59630 Bourbourg

Références : -  
Code AIOT : 0003802000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a procédé, de façon inopinée, au récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg

- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	situation administrative - javel	AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Clarebout a élaboré un état des stocks qui répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Par ailleurs, l'exploitant a diminué la quantité d'eau de javel présente sur le site. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2025 est respecté. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger cet arrêté de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société CL DUNKERQUE exploitant une installation de transformation de pomme de terre sise Port 7255 - 7255 Route du Cap Horn sur les communes de Saint-Georges-sur-l'Aa et Bourbourg est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"> <li>• de respecter sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé en établissant un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;</li> </ul>

- [...]

#### Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter son état des stocks.

L'exploitant a pu très rapidement présenter le document issu du système informatique CITECT qui donne les informations suivantes :

- Les quantités en temps réel d'huile dans les différentes cuves et friteuses du site (ainsi que leur localisation),
- Les quantités en temps réel de produits chimiques (par bâtiment) ainsi que le volume maximal et le numéro de la fiche de données de sécurité,
- La quantité d'ammoniac sur le site de production ainsi que la quantité présente dans l'entrepôt frigorifique situé dans la zone logistique du Grand Port Maritime de Dunkerque (entrepôt TK01 à Loon-Plage).

Pour les stockages de palettes, emballages et produit finis, l'état des stocks est alimenté de façon manuelle une fois par semaine. L'exploitant est toutefois en capacité d'interroger très rapidement sa base de données afin d'extraire les informations pertinentes. La démonstration a été faite à la demande de l'inspection. En moins de 10 minutes, l'exploitant a pu fournir :

- la quantité de produits finis sur le site et leur localisation,
- la quantité de palette en bois et leur localisation,
- la quantité de carton d'emballage et leur localisation,
- la quantité de plastique d'emballage et leur localisation.

Pour les déchets, les quantités étant faibles par rapport aux autres produits et matières stockés, l'état des stocks reprend la quantité maximale susceptible d'être stockée (1 benne de 30 m<sup>3</sup> de plastique, une benne de 30 m<sup>3</sup> de DIB, une benne de 30 m<sup>3</sup> pour les métaux...). L'inspection estime que cette proposition est acceptable.

L'état des stocks donne également les informations fournies par la station météo : température, humidité de l'air, vitesse et direction du vent.

L'état des stocks est par ailleurs référencé dans le POI qui contient un plan des stockages.

Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue au niveau de la supervision a pu constater que la quantité de javel affichée sur l'écran de la supervision était identique à la quantité figurant dans l'état des stocks.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 2 : situation administrative - javel

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/06/2025, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, situation administrative

#### Prescription contrôlée :

La société CL DUNKERQUE exploitant une installation de transformation de pomme de terre sise Port 7255 - 7255 Route du Cap Horn sur les communes de Saint-Georges-sur-l'Aa et Bourbourg est mise en demeure :

- [...];
- de mettre en conformité sous un mois à compte de la notification du présent arrêté sa situation administrative en :
  - respectant la quantité maximale d'eau de javel fixée à l'article 1.2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2020 modifié ;
  - ou en portant à la connaissance de M. le préfet du Nord la modification que représente cette augmentation avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection réalisée en 2025, l'inspection avait constatée que la javel était stockée dans une cuve de 30 m<sup>3</sup> . Ce qui pouvait conduire, compte tenu de la présence importante d'ammoniac sur le site, à ce que l'exploitant dépasse le seuil SEVESO bas au titre de la règle de cumul.

L'exploitant a donc procédé à des modifications de ses installations :

- il a limité le volume utile de sa cuve de javel à 9 m<sup>3</sup> en installant un système de trop plein à 10 m<sup>3</sup>,
- il a fixé un niveau très haut à 9,95 m<sup>3</sup> .

L'exploitant envisage par ailleurs de déposer dans les prochaines semaines un porter-à-connaissance relatif à la mise en place d'un électrolyseur afin de générer du chlore dans le circuit de traitement des tours aéroréfrigérante. Ce nouvel équipement permettra de supprimer une cuve de 7 m<sup>3</sup> de javel.

La quantité totale de javel sur le site sera supérieure à la quantité figurant dans l'arrêté préfectoral mais cette quantité restera inférieure au seuil de déclaration pour la rubrique 4741 de la nomenclature des installations classées. De plus, le risque de dépassement du seuil SEVESO bas au titre de la règle de cumul est écarté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure